

res analyses qu'a publiée le *Globe and Mail* de Toronto dans son numéro du 15 mai. La voici:

C'est Ottawa qui n'a pas cessé de faire l'objet d'attaques politiques au Québec et ailleurs. Seules l'Ontario, qui avait conçu l'idée d'une réduction de la taxe de vente en octobre, et les provinces de l'Atlantique, auxquelles Ottawa remboursera la totalité de la réduction, sont satisfaites de cette mesure.

Les réductions de la taxe de vente étaient à bien des égards une solution très originale à la nécessité de stimuler l'économie. Il est ironique de constater que les provinces s'entendaient unanimement à croire qu'une réduction de la taxe de vente constituait l'instrument économique le plus efficace dont on disposait.

Pour la première fois, Ottawa a mis les provinces dans la confiance en préparant son budget. Toute une série de rencontres et de conversations se sont tenues entre fonctionnaires fédéraux et provinciaux entre le 23 mars et la présentation du budget le 10 avril.

Une semaine avant la présentation du budget, des hauts fonctionnaires d'Ottawa et des provinces ont tenu une rencontre d'une journée à Ottawa pour aplanir les difficultés.

Voilà qui montre que la façon de procéder du ministre des Finances avait été aussi consciencieuse que possible, compte tenu surtout du secret dont s'entoure la préparation du budget.

● (1232)

Il faut se demander, comme on le fait plus loin dans l'article: Pourquoi la plupart des Québécois semblent-ils appuyer le PQ dans le différend à propos de la taxe de vente et s'opposer à Ottawa?

Voici comment il l'explique:

Les Québécois admirent les hommes politiques pleins d'astuce et qui jouent leur jeu avec brio. Ils ont été bien servis par la réponse du gouvernement québécois.

Il ajoute:

En croyant faire une faveur au pays et aux Québécois, Ottawa s'est mis les pieds dans le plat.

Il aurait pu tout aussi bien dire, s'est fait prendre au piège. L'article dit plus loin:

Jusqu'ici, les hommes politiques fédéraux ont mal défendu leur cause devant les Québécois.

Les arguments qu'Ottawa a invoqués plus tard à propos de la fragmentation du marché canadien ont peu impressionné les Québécois qui n'arrivaient pas à comprendre que si l'Ontario leur jouait le même tour en supprimant sa taxe de vente sur les meubles de bureau, les lave-vaisselle et les appareils électro-ménagers, les marchands du Québec finiraient pas se retrouver sur le pavé.

Originaire d'une ville où la société Ford Motors a des usines, j'ajouterais les automobiles à cette liste.

Faisant abstraction de tout sectarisme politique, j'aimerais rendre hommage au gouvernement de l'Ontario qui a fait preuve de maturité politique à l'égard de cette tentative visant à aider à la fois l'économie et les Canadiens, même si je dois reconnaître qu'il s'est laissé guider en partie par ses propres intérêts. L'article poursuit:

C'est un fait que le Québec n'a rejeté le projet d'Ottawa qu'une fois qu'Ottawa se fut trahi politiquement.

M. Parizeau a déclaré par la suite que le Québec n'avait pas élaboré une autre proposition mais moins de 48 heures après la présentation du budget fédéral, il s'amenait avec un projet de son cru d'une exquise subtilité.

Les quatre provinces de l'Ouest ont en cela beaucoup aidé le Québec. Toutes objections mises à part, elles savent qu'il est de bonne guerre d'houspiller le gouvernement fédéral. Et elles ont trouvé que cette réduction de la taxe de vente était une occasion en or pour les industries de l'Ontario.

Les premiers ministres de l'Ouest ont gagné sur les deux tableaux. Après avoir accepté l'argent fédéral pour se défrayer des deux tiers de la réduction de la taxe de vente, ils se sont fait du capital politique sur le dos du gouvernement fédéral.

Le Manitoba voulait obtenir d'Ottawa une plus forte compensation, mais les hauts fonctionnaires fédéraux ont refusé.

Je vois là simplement un indice montrant que le Québec aurait pu lui aussi faire une autre proposition, qu'il aurait pu collaborer s'il l'avait vraiment voulu. Bien que le ministre des Finances ait dû modifier ses arrangements avec le Québec, un des principaux sujets de dispute quant à savoir si c'est du

Impôt sur le revenu—Loi

favoritisme ou un expédient nécessaire, je note que même Charles Lynch admet que ces choses arrivent pas mal souvent, surtout aux ministres des Finances.

Je l'ai déjà dit: M. Ryan, le nouveau chef libéral au Québec, semble prendre la part du gouvernement péquiste. D'autre part, son rival à la direction, M. Raymond Garneau, au moins s'est prononcé pour la cause canadienne en général.

Le ministre des Finances a demandé l'avis de ses homologues provinciaux au sujet de la suggestion de M. Parizeau au moins trois s'y sont opposés. Le ministre des Finances affirme toujours vouloir tenir une conférence des ministres des Finances provinciaux en juin. A mon avis, c'est très raisonnable de sa part, et j'espère que cela aidera.

Enfin, pour essayer de faire aboutir le projet, il paraît que les huit autres provinces ont accepté, par téléphone, le jour de la présentation du budget, les réductions de taxe. C'est donc dire qu'il y a eu consultation jusqu'à la dernière minute.

Autrement dit, l'Ontario, les Maritimes et les autres provinces ont accepté une réduction d'impôt moyenne de pratiquement \$100 par personne. Pourquoi le Québec n'en a-t-il pas fait autant? Tout le monde pouvait refuser l'offre, mais contrairement à la province de Québec, les autres provinces l'ont acceptée. Notre ministre des Finances a dit qu'il ne pouvait pas laisser se prolonger ces négociations fédérales-provinciales pendant plus de trois semaines parce que ces nouvelles mesures budgétaires devaient rester secrètes. D'après le premier ministre (M. Trudeau), le ministre des Finances s'est mis en rapport avec le trésorier du Québec, M. Parizeau, il y a plus d'une semaine, pour arrêter la date d'une rencontre. Cela s'est passé après le budget, donc quelque neuf jours plus tard. Le ministre n'a pas reçu de réponse et c'est pourquoi il trouve que cela complique considérablement les négociations.

Pour le moment, le ministre fédéral des Finances propose de verser 40 millions de dollars à la province de Québec dans le cadre du programme général, tout en sachant que la province n'en supporte qu'une partie, ainsi qu'une somme plus substantielle de 186 millions de dollars, qui représente le reste aux contribuables québécois, sous forme de réductions d'impôt sur le revenu. Je pense que cette initiative réjouira vivement les Québécois.

Manifestement, le ministre des Finances est coincé, mais il ne semble pas que ce soit entièrement de sa faute. Il a tenté de faire preuve de souplesse, mais M. Parizeau a laissé expirer le délai sans dire le degré de souplesse qu'il jugeait nécessaire.

Enfin, les media nous rapportent—et nous ferions mieux de les croire—que M. Parizeau est d'abord au service de la cause du séparatisme. Lui aussi peut se retrouver acculé au mur quand les chèques d'Ottawa commenceront à être distribués aux Québécois.

Pour conclure, j'aimerais faire quelque commentaire sur la position de l'Ontario, puisque j'en représente une partie. Je crois que l'Ontario se réjouit—et avec raison—de l'issue de cette affaire. La réduction de la taxe de vente au détail a de quoi la réjouir. Je crois que cette satisfaction a été clairement exprimée par le gouvernement provincial. Dernièrement, j'ai questionné le ministre des Finances au comité sur toute cette affaire, et particulièrement sur les relations du gouvernement fédéral avec le gouvernement de l'Ontario, et il m'a confirmé cet état d'esprit.